RETRO NEWS

Ce soir

GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION INDÉPENDANT

8e ANNEE — Numéro 934

Tur. 52-00. (35 lig. groupées). 2 Francs. Samedi 16 septembre 1944 2 Francs. 37, rue du Louvre, Paris (2e)

— A l'est de Saint-Vith, les Alliés ont percé des défenses extérieures de la ligne Siegfried sur un front de dix kilomètres.

Saint-Vith se trouve en Belgique, à 8 kilomètres à l'ouest de la frontière allemande.

Dans les champs glacés de Pologne des milliers DE PRISONNIERS sont morts de faim et de froid

Dans son avance victorieuse vers l'ouest, l'armée rouge vient de dépasser la petite ville de Rava-Rouska, en territoire polonais, et elle a libéré les derniers prisonniers du camp de concentration. Peu de jours avant l'arrivée des troupes soviétiques, un sous-officier français réussissait à s'évader du camp. Voici le récit qu'il nous a fait parvenir sur la vie des prisonniers dans l'enfer de la faim et du froid.

Un immense désert de neige, et à perte de vue un horizon triste que balayent des tourbillons glacés. Au centre de ce désert un camp entouré de barbelés. Le givre brille chaque matin sur ces épines de fer où plus d'un d'entre nous s'est ensanglanté. C'est le camp de Rava-Rouska où des milliers de prisonniers sont morts.

« J'avais déjà fait 75 jours de cellule. Tout était prétexte à me punir parce que je refusais de travailler. C'était pourtant mon droit le plus strict puisque la convention de Genève permet aux sous-officiers d'opter ou non pour le travail. Mais lorsque, apres avoir tenté de m'évader, j'ai été ramené au camp, au lieu de me donner encore quelques jours de cellule comme aux copains, ils m'ont fait passer devant un tribunal militaire et condamné à six mois de Rava-Rouska ».

Le camp de représailles Rava-Rouska

« J'ai fait partie d'un des tout premiers convois, nous étions 200 à quitter le camp, de ceux qu'ils appelaient les fortes têtes : pour propos défaitistes ou sabotage, pour une dispute avec une sentinelle, ou même sans raison. Ils nous ont entassés dans deux wagons, scellés et plombés, à peu près sans air. Nous sommes restés là jusqu'à Cracovie, 6 jours et 6 nuits, avec 100 grammes de pain par jour, une soupe claire le troisième jour et une autre le sixième jour en arrivant à Cracovie. Nous n'avions rien à boire, un soir une sentinelle a partagé entre nous tous un bidon d'eau.

« Quand nous sommes arrivés à Rava-Rouska, quarante-deux parmi nous étaient inanimés et plus de la moitié du convoi pouvaient à peine tenir debout. C'était la nuit, nous avons dû faire 2 kilomètres à pied qui nous en ont semblé 50, ceux qui tenaient encore debout traînant ou portant les autres. Vingt-deux sont morts dans les trois jours qui ont suivi notre arrivée. On prend plus de soin, n'est-ce pas, du bétail qu'on mène à l'abattoir ?

Le regard si clair de celui qui n'était alors que le matricule 98.710 s'est durci, il se recueille un instant puis il reprend son récit sec comme un réquisitoire :

« Le camp était un ancien terrain de manœuvres, du sable sans un brin d'herbe, entouré de barbelés entre lesquels des S.S. armés de mitraillettes passaient sans arrêt avec des chiens. Nous étions 5.000 dans une écurie avec un peu de paille par terre. Au milieu du camp il y avait bien quelques arbres mais il nous était défendu d'en approcher parce que les premiers arrivants en avaient enlevé l'écorce et les basses branches pour les manger tant ils avaient faim ».

Le supplice de la faim

« Nous recevions 100 grammes de pain par jour, une demi-gamelle d'eau avec du millet ou des choux. Pour toucher un quart d'eau à boire, nous devions faire la queue pendant deux heures. Et nous travaillions ! Réveil à 5 h. 1/2 à coups de gueule, et à coups de baïonnette aussi, quand ça n'allait pas assez vite ; puis, à 3 kilomètres du camp, il fallait remuer du sable sur une butte de tir, de 6 heures du matin à 7 heures du soir, avec deux pauses seulement d'une demi-heure. Les jours où il n'y avait pas de travail, nous avions droit à la culture physique comme ils disaient, plusieurs heures de « Debout, assis, couchés », sous le commandement des SS et des gardes noirs.

Mais ce régime était trop doux encore, certains d'entre nous quittaient parfois le camp pour une compagnie disciplinaire de force. J'y suis allé aussi dans une « Straffcompagnie ». C'était alors par n'importe quel temps, et l'hiver la température tombait à —35°, à 15 kilomètres de nos baraquès, le travail de 4 h. 1/2 du matin à 9 heures le soir sur des voies de chemin de fer. Nos contremaîtres, Allemands, étaient des repris de justice. Il était interdit, à Rava-Rouska, de mettre un manteau quand la température dépassait —15°. « Le travail devait suffire pour nous réchauffer », disaient-ils.

(Suite en deuxième page)

Dans l'enfer de la faim et du froid, ils attendent...

Sur un front de 200 km. LA Ire ARMÉE AMÉRICAINE S'ENFONCE EN ALLEMAGNE

Elle écrase les défenses fortifiées de la ligne Siegfried et pénètre dans Aix-la-Chapelle

Sur l'ensemble du front, les Alliés réalisent d'importantes avances vers l'Est. Sur une ligne qui va du nord d'Aix-la-Chapelle à la frontière franco-germano-luxembourgeoise de la région de Sierck, la Ire armée américaine progresse en pays ennemi.

Pendant ce temps, au delà du front, le bombardement des objectifs ennemis est poursuivi avec vigueur.

Après tant de victoires sous tant de ciels lointains, la force nazie est donc incapable d'arrêter l'invasion du sol national.

Le long de la côte franco-belge, la liquidation des forces ennemies se poursuit et l'offensive canadienne se poursuit jusqu'à l'embouchure de l'Escaut. Celle-ci est encore défendue par des unités nazies qui réalisent des manœuvres de retardement. Entre Anvers et Maestricht, une violente bataille se poursuit. Les flèches blindées sont déjà engagées profondément en territoire hollandais, dans le Brabant septentrional où Tilbourg et Helmond, au nord d'Eindhoven, servent de points d'appui à la résistance ennemie.

Dans la région de Maestricht, les forces américaines du général Hodge pénètrent en Hollande sur un front de trente kilomètres. D'autre part, elles ont franchi la Meuse en deux points et font peser par le Nord une menace sérieuse sur Aix-la-Chapelle. La ville est également attaquée par le Sud où l'artillerie alliée canonne la vieille cité germanique et notamment la gare. Elle a pris position hier à six kilomètres de son objectif, au nord de Fringshaus.

(Lire la suite en 2e page.)

Londres. — La radio des Forces Françaises de l'Intérieur a annoncé, ce matin, que les troupes américaines sont entrées dans les faubourgs d'Aix-la-Chapelle et que le centre de la ville est soumis à un tir violent d'artillerie.

Tous les ministres de Vichy sont frappés d'indignité nationale

Les miliciens, membres du R. N. P., P. P. F., L. V. F. déchus de leurs droits civiques

M. de Menthon, ministre de la Justice, a fait ce matin au ministère de l'Information un exposé très documenté des mesures prises pour assurer le châtiment rapide des traîtres et collaborateurs.

Il rappelle tout d'abord l'œuvre accomplie par M. Willard, secrétaire général provisoire à la Justice qui, dès le 19 août, occupait le ministère et prenait les mesures qui s'imposaient, notamment la suspension ou l'arrestation des collaborateurs directs de M. Gabolde, parmi lesquels M. Dayras.

Grâce à l'action énergique de M Willard, la situation est actuellement déblayée. Au ministère de la Justice, une commission d'épuration vient d'être instituée. Elle comprend, à côté de hauts magistrats, des représentants des victimes de la répression allemande ou vichyssoise. Cette commission prononce la suspension des magistrats coupables, sous réserve d'enquête ultérieure. C'est ainsi qu'actuellement, 27 membres du Conseil d'Etat ont été suspendus. Le vice-président, M. Porché, a été mis à la retraite. Le premier président de la cour de cassation, M. Frémicourt, qui fut ministre de Pétain aux premiers jours de Vichy, a ét érévoqué.

Le premier « Journal officiel » a 120 pages

Le gouvernement a déjà publié l'ordonnance du 9 août qui précise que la forme du gouvernement est et demeure la République. Tout ce qui s'est fait en France depuis juin 1940 n'a point de base légale parce que c'était contraire à la volonté de la nation. De cette affirmation découle l'annulation de tous les actes promulgués depuis le 16 juin 1940. Mais il importe de concilier ces principes avec les nécessités pratiques.

En conséquence la nullité des actes du gouvernement de Vichy devra être expressément constatée. A l'ordonnance du 9 août sont annexés deux tableaux, le premier comprenant plusieurs dizaines d'actes qui sont annulés avec tous leurs effets ; le deuxième, une centaine de lois ou décrets dont les effets antérieurs à l'ordonnance se trouvent maintenus. Toutes ces dispositions, ainsi que les textes votés à Alger sont publiés au « Journal officiel » dans une brochure de 120 pages.

La répression

Le principe qui guide la justice française, est le suivant : répression rapide, mais dans le cadre des lois existantes.

S'il a été nécessaire de créer des juridictions spéciales, celles-ci assureront une information régulière. Le respect du droit de la défense et le recours en cassation sont maintenus.

Pour hâter la procédure, des cours de justice sont créées. Elles se composent d'un magistrat et de quatre jurés tirés au sort sur une liste de cent noms. Cette liste est établie par le premier président de la Cour d'appel assisté de deux représentants de la résistance désignés par le comité départemental de la Libération. Il y a, en principe, une cour de justice par cour d'appel, mais en fait, cette cour déléguera une section dans chaque chef-lieu de département et même d'arrondissement, si c'est nécessaire. La procédure sera en gros celle des cours d'assises, mais elle sera plus rapide.

Par arrêté du 14 septembre 1944, M. Cayla, gouverneur des Colonies, a été révoqué de ses fonctions d'administrateur à la Banque de Madagascar.

Ces cours de justice disposeront d'un parquet spécial, de commissaires du gouvernement et de juges d'instruction particuliers.

Nous nous sommes préoccupés, nous dit M. de Menthon, d'exclure de la répression les fonctionnaires subalternes qui, sans responsabilité propre, n'ont fait qu'obéir aux ordres de Vichy. Sauf dans le cas où la personne intéressée avait la faculté de se soustraire par son initiative personnelle à l'application des mesures antinationales.

Tombent par contre sous le coup de la répression même des actes d'agents subalternes quand il s'agit d'arrestations, de violences, de livraison de personnes à l'ennemi ou de fourniture de matériel et de renseignements aux Allemands. Pratiquement, la section de la cour de justice du département de la Seine est déjà constituée. A Marseille, des audiences ont été tenues dès vendredi dernier. En Normandie, en Bretagne et dans le Nord, les premières affaires seront appelées dans un délai de huit à dix jours. En attendant, c'est le tribunal militaire qui est compétent. Dans certains cas, la cour martiale prévue par notre code militaire a été instituée, mais elle sera remplacée très rapidement par la cour de justice.

(Suite en deuxième page)

M. François de Menthon

Pourquoi Vichy a fait assassiner Mandel

Les assassins de M. Mandel viennent d'être arrêtés ; la vérité se fait jour sur la mort de l'ancien ministre. Un membre de son cabinet, M. Rèche, a bien voulu donner à *Ce soir* d'importants renseignements sur la tragique aventure de son chef.

Le 13 juin, M. Mandel est arrêté à Bordeaux sur l'ordre de Pétain. Marquet, ce collaborateur déjà décidé à toutes les trahisons, l'accuse, auprès du Maréchal, de fomenter un mouvement insurrectionnel et de dissimuler des armes chez ses amis. L'ancien ministre, arrêté et conduit devant le futur chef de l'Etat vichyssois, lui répond :

— Monsieur, je plains la France de tomber entre vos mains.

Mais, faute de preuves, le sinistre vieillard dut relâcher celui qui le bravait et a la même jusqu'à lui adresser des excuses écrites. Cette lettre fut retrouvée sur son cadavre.

Le jour même de son arrestation, l'homme d'Etat républicain eut la possibilité de quitter la France grâce à l'ambassadeur d'Angleterre. Il lui répondit :

— Je ne peux partir en avion, j'ai trop de bagages.

Et comme son interlocuteur s'étonnait :

— Vous ne comprenez pas, monsieur l'ambassadeur, quand je parle de bagages, je veux dire la France.

Il voulait travailler jusqu'au bout sur le sol national. Mais, devant la trahison de ceux qui s'étaient emparés du pouvoir, il partit pour le Maroc, où Noguès le fit arrêter parce qu'il restait fidèle à la République française.

Conduit plus tard en Allemagne, il est ensuite ramené à Paris après un nouvel accord Darnand-Himmler.

— Le 18 juillet 1944 — nous dit M. Rèche — le corps d'un inconnu est transporté par des miliciens chez l'un d'entre eux, l'intendant de police de Versailles, puis transféré à l'hôpital civil.

» C'est alors qu'un membre de la Résistance, M. Peyre, le commissaire de service, se rend sur les lieux et reconnaît le corps de Mandel. Il a le sang-froid d'exiger les noms des miliciens. Trois d'entre eux cèdent à l'injonction du courageux fonctionnaire.

» Chargée de transférer Mandel de la Santé au château de Bosse, ils déclarent avoir été attaqués par des terroristes dans la forêt de Fontainebleau. En fait, d'autres miliciens embuqués sur leur passage s'étaient chargés de cette attaque, ou plutôt de cet assassinat. D'ailleurs, M. Borès, chargé de l'affaire à Versailles, fut menacé par les tueurs de Darnand pour avoir conduit l'affaire avec un zèle patriotique et découvert les preuves du meurtre. Remarquons, d'ailleurs, que le corps portait des traces de coups et que le nez de M. Mandel avait été cassé.

» Pourquoi cette exécution ? L'équipe de *Je suis Partout*, Lescat et consorts, démasqués en juin 40 par le ministre de l'Intérieur, voulaient se venger à tout prix de leur arrestation.

» Vengeance donc ! Assassinat crapuleux d'un homme sans défense, massacré dans l'ombre pour crime de patriotisme. Etait-il besoin d'autres preuves pour reconnaître dans la mort de Georges Mandel un exploit des tueurs de Darnand ? »

80 DÉTENUS POLITIQUES sont encore enfermés au Mont-Valérien

Il a été fort question, ces jours-ci, des atrocités commises au Mont-Valérien. La population avait même été invitée à venir déposer des fleurs sur le lieu des massacres. Elle ignorait certainement, en accomplissant ce geste pieux, que quatre-vingts détenus politiques étaient encore enfermés dans le fort.

Il est inadmissible qu'après le laps de temps qui s'est écoulé depuis la libération de Paris, des hommes condamnés par les lois de Vichy restent enfermés, alors que beaucoup de coupables se promènent actuellement, essayant de faire oublier, au prix de marchandages ignobles, leur conduite passée.

VERS LA HONGRIE ET L'ALLEMAGNE L'ARMÉE ROUGE poursuit son avance

Les forces soviéto-roumaines continuent leur offensive victorieuse dans les Alpes de Transylvanie, malgré tous les obstacles qui compliquent une avance effectuée dans les montagnes. Les troupes soviétiques ont pu accomplir une grande manœuvre et contraint l'ennemi d'abandonner plusieurs secteurs dans le nord de la Transylvanie.

Plus au Nord, dans les Carpathes, la prise de Cympuling a ouvert aux Alliés la route de l'Ouest. Certaines flèches blindées semblent se trouver déjà sur les territoires tchécoslovaques annexés par la Hongrie. **En Pologne, la grande attaque soviétique continue à progresser.** La prise de Lanza coupe Varsovie de la Prusse Orientale et met en péril les villes allemandes de Myszine et de Sohannesburg qu'aucune participation ne protège plus contre l'avance de l'Armée rouge.

Plus au Sud, la bataille pour la capitale polonaise entre dans sa dernière phase. Les faubourgs de la ville, sur la rive droite de la Vistule, sont libérés. Leurs habitants acclament leurs libérateurs et, parmi eux, l'armée du général Berling, mise sur pied par le Comité polonais de Libération nationale. Les autorités qui siègent à Lublin participent ainsi efficacement à la destruction de l'envahisseur.

A LA CONFÉRENCE DE QUÉBEC

Churchill et Roosevelt préparent l'écrasement final de l'ennemi

La fin de la conférence Roosevelt-Churchill de Québec est attendue pour cette semaine. Elle aura t abouti, notamment, à la constitution d'un Conseil suprême de la guerre dans le Pacifique, comprenant les états-majors britannique et américain. Selon les milieux bien informés, l'amiral Ernest King serait appelé à devenir l'Eisenhower du Pacifique.

Sir Godfrey Ince, directeur général de la main-d'œuvre britannique, se trouve à Québec et a participé aux entretiens ayant trait à la contribution britannique en hommes et en matériel. Il a communiqué à l'état-major allié l'importance des effectifs dont la Grande-Bretagne pourra disposer pour chaque phase de la prochaine offensive contre le Japon.

M. Churchill a passé presque toute la journée de jeudi en conférences avec le président Roosevelt et les chefs militaires.

Les gouvernements Alliés et, à ce titre, le gouvernement français, sont tenus au courant des décisions prises. Toutefois, il apparaît de plus en plus évident qu'il s'est agi d'une rencontre purement anglo-américaine devant permettre à MM. Roosevelt et Churchill de synchroniser les politiques de leurs pays respectifs.

Le président Roosevelt a, en effet, déclaré hier : « Il s'agit d'une conférence où l'on s'efforce de tirer le meilleur parti possible de l'effort de guerre combiné des Anglais et des Américains, cet effort, bien entendu, devant être coordonné avec ceux de nos Alliés. »

MM. Roosevelt et Churchill ont abordé l'étude des problèmes économiques qui intéressent l'économie de leurs pays, notamment le problème posé par l'activité des cartels allemands.

M. Cordell Hull a exposé le point de vue des Etats-Unis à ce sujet, et M. Roosevelt a déclaré à la presse :

« Les autorités américaines s'attacheront à éliminer l'action éventuelle des cartels allemands contre le libre échange des marchandises. »

Le fait même que l'étude de problèmes économiques ait été à l'ordre du jour de la conférence de Québec indique manifestement que MM. Roosevelt et Churchill envisagent la défaite prochaine du Reich, et qu'ils n'ont pu manquer par conséquent de discuter des conditions de paix à lui imposer.

Coup de balai au Quai d'Orsay

Dès son entrée en fonctions, M. Georges Bidault a pris quelques mesures qui s'imposaient. On s'étonne d'ailleurs que MM. de Brinon, Scapini ou François Piétri n'aient pas été révoqués plus tôt. Voilà, maintenant, qui est fait. D'une façon générale toutes les nominations d'ambassadeurs auxquelles avait procédé le gouvernement de Vichy sont annulées.

Parmi ceux qui ne pourront plus prétendre au titre d' « Excellence », notons encore :

Henri Haye, ancien ambassadeur à Washington, Léon Bérard, que le maréchal Pétain avait envoyé au Vatican, Rochat, de Robien, Gentil, Paul Morand qui, de Bucarest, venait d'être nommé à Berne, Guérard, chef de cabinet de Laval et magnat des assurances, de Kergariou, sénateur breton qu'on envoya à Sofia, Monier, Creyssel, ministre de la propagande, payé par Abetz, et qui tenta de se dédouaner par une démission tardive, Xavier Vallat, qui prit la succession de Philippe Henriot, Missoffe et Genty.

Le ministre des Affaires étrangères a, par ailleurs, demandé l'arrestation de tous ceux de ces personnages qui, se trouvant en territoire français, pourraient être appréhendés.

En outre ont été révoqués, MM. Jardin, Héricourt, Arbelot de Vacqueur dont Laval avait fait des consuls improvisés.

Attendons après les sanctions administratives, les décisions de justice qui seront prononcées contre ces personnages.

Attendons également les nouvelles listes de révocation qu'on nous laisse prévoir. Une épuration radicale au Quai d'Orsay est la première condition pour que la diplomatie française retrouve la voie de la grandeur.

LE PILLAGE DE LA FRANCE (V)

Dans les salons de la princesse Georges de Grèce la maison Otto effectuait un milliard d'affaires par semaine

Otto a réussi. Personne ne peut donner une idée exacte du nombre de millions qu'il possède. Il est à l'étroit avenue Foch et se transporte au 5 du boulevard Flandrin, dans un garage à proximité du chemin de fer de petite ceinture. Le garage a perdu son aspect primitif dans un aménagement de bureaux confortables.

L'état-major du grand Otto est là, au complet. Quatre chefs sont à sa tête. Tout d'abord, M. Dubois. En réalité, il se nomme Holz et dirige la *Section Textiles*. Un Polonais, le docteur Fucks, tient le marché des métaux et M. Peter, frère du grand Otto, s'occupe de l'achat d'articles de ménage. La partie *outillage* est confiée à un Russe blanc, mais le choix est fait par un officier de la Todt.

Les subalternes sont des Russes blancs ; ils surveillent les intérêts de la maison et perçoivent un pourcentage sur les commandes.

Du garage à l'hôtel de la princesse de Grèce

Celles-ci affluent. Fournisseurs et intermédiaires, déversés à jet continu par les métros « Pompe » et « Muette », font la queue. Un employé distribue des numéros d'ordre.

Le quartier n'a jamais connu pareille animation. Dans la file d'attente on discute ferme autour des prix, de la concurrence. Il y a beaucoup de femmes dans cette foule où se coudoient faux intellectuels et garçons de café, petits employés et chauffeurs en chômage. Ils se présentent tous avec un échantillon et l'on peut voir les objets les plus disparates : balai, lessiveuse, radiateur, pull-over, tringles à rideaux, peaux de lapin, etc., etc...

La prospérité de la maison Otto est telle qu'il faut adjoindre au garage deux nouveaux bâtiments. Otto choisit deux hôtels particuliers aux numéros 5 et 7 de la rue Adolphe-Yvon — reliée au garage par une cour intérieure — *et s'installe personnellement au 6 de la même rue, dans l'hôtel réquisitionné de la princesse Georges de Grèce, née Marie Bonaparte.*

Grand admirateur du petit caporal, Otto, Napoléon du marché noir, est dans un intérieur digne de lui. Quelle différence avec le camp de Vernet !

Au rythme d'un milliard par semaine

Il évolue avec orgueil dans ces pièces aux murs recouverts de tapisseries anciennes, devant les portraits des généraux de l'Empire, et mange sans pudeur dans de la vaisselle plate aux armes des Bonaparte, et couche dans le lit de la princesse de Grèce.

Il reçoit les fournisseurs de qualité dont les voitures s'alignent face à l'hôtel, à toute heure du jour.

Chaque matin, une voiture blindée entre au garage, traverse la cour intérieure et le chargement en est porté chez M. Otto : 150 millions de francs, retirés au Kreditenkasse, boulevard des Capucines.

René SAINT-GEOSMES.

(Lire la suite en 2e page.)

LE PRIX DE L'OCCUPATION

Le ministre des Finances a déclaré que les quatre années d'occupation ont coûté à la France — en ne comptant que le tribut financier résultant de l'armistice et les charges du clearing franco-allemand — près de 900 milliards de francs. Par l'effet de cette charge écrasante, la dette s'est accrue dans une forte proportion, ainsi que la circulation des billets de banque.

DITA PARLO LA VOLEUSE

A l'époque où le capitaine Brunnet, flanqué des brutes Weisel et Bruker, dit « le boxeur », faisait régner la terreur au camp de Drancy, les internés pouvaient voir, entourée d'uniformes verts, une jeune femme aux riches fourrures, belle et parfumée, évoluer plus d'une fois sous les galeries.

Mme Dita Parlo, au bras du colonel Von Berg, venait leur rendre visite. Mme Dita Parlo était d'abord passée par les camps d'Austerlitz et de Lévitan, où l'on « entreposait » les meubles, l'argenterie et les bijoux des juifs avant leur transfert en Allemagne.

En passant, l'actrice de cinéma, espionne et voleuse, s'approvisionnait. Butin splendide en vérité que celui qu'elle pouvait glaner aux camps d'Austerlitz et de Lévitan. Fourrures et bijoux de prix devaient glisser dans ses mains fines sous le regard souriant du colonel qu'elle payait en nature.

Une moyenne de 800 camions par jour, chargés de marchandises, arrivaient aux camps.

Mme Dita Parlo n'avait que le choix...

Choix insuffisant sans doute, puisqu'après Austerlitz et Lévitan, elle rendait visite à Drancy. C'est qu'il fallait tout voir. Il fallait s'assurer qu'il ne restait pas à Drancy des choses plus intéressantes...

L'inspection terminée, on avait tout loisir alors pour roucouler ses remerciements au colonel von Berg ou au fameux Red Hart, « Cœur Rouge », le chef du camp d'Austerlitz qui était payé de la même monnaie.

Après avoir salué Lyon LE GÉNÉRAL DE GAULLE visite Marseille

Lyon passe pour une ville brumeuse et réservée. Mais à Lyon, le feu couve toujours sous la cendre ; dès que la liberté est en cause, la Croix-Rousse s'émeut et les barricades sortent de terre. Lyon n'a pas failli à cette tradition farouche ; depuis deux ans, elle abritait l'état-major du maquis ; elle vient de se délivrer elle-même de l'Allemand. C'est une ville encore toute fumante de la bataille que le général de Gaulle vient de visiter ; une ville toute meurtrie aussi, sans un pont — ils ont tous sauté — pour franchir la Saône et le Rhône qui la traversent.

Au devant du général de Gaulle, débarqué à l'aérodrome de Bron, Lyon avait député son maire, M. Justin Godart et les représentants de tous les corps constitués selon la tradition des bonnes villes quand jadis elles voulaient se donner un roi. Mais, ici, c'est à la liberté que Lyon se donne, « elle a la sensation émouvante qu'avec vous la République y réapparaît, dira tout à l'heure, M. Justin Godart, au général de Gaulle ».

De l'aérodrome à l'Hôtel de Ville, Lyon acclame le cortège officiel ; elle s'est massée dense et vibrante sur la place, devant l'Hôtel de Ville où le général apparaît au balcon, aux côtés du maire comme le veut la tradition républicaine. C'est au peuple que tous deux s'adressent.

A une telle ville « capitale de la Résistance » le général de Gaulle pouvait adresser des paroles héroïques ; il n'y a point manqué. Ce que le général évoque d'abord, ce sont certes les blessures et « l'espérance » de Lyon. Mais il les rappela avant tout pour exalter le pays à poursuivre son effort héroïque. Toutes les forces du pays doivent être mobilisées et c'est aux F.F.I. « grande espérance de la grande armée que nous allons faire » que le général fait appel avant tout : « Il faut que la France soit présente parmi les vainqueurs ».

En signe de l'union qui doit régner entre le pays et son chef, le général de Gaulle invite toute la population à reprendre avec lui la « Marseillaise » ; d'une même voix parce qu'elle part d'un même cœur du balcon officiel aux rues avoisinantes l'hymne s'élève

Les bleus entrent au Château de Madrid.

DANS LE BOIS DE BOULOGNE DÉJA TEINTÉ D'AUTOMNE

J'ai passé en revue le bataillon « Liberté »

Dans le château de Madrid, dévasté par les miliciens, 400 hommes se sont installés. Ce sont les F.F.I. du Mouvement national des Prisonniers de guerre et Déportés, que leur chef, le colonel Patrice, constitue en bataillon et qu'il veut offrir à la patrie. Ils ne sont pas au complet. Quelques-uns se trouvent à Latour-Maubourg, d'autres n'ont pas encore rejoint. L'effectif se montera à 800 hommes qui tous ont fait leurs preuves sous les ordres d'un colonel de 28 ans.

Un colonel de 28 ans

Le menton aigu et volontaire, une flamme dans les yeux, une chevelure rebelle et sombre, le colonel Patrice est le plus jeune colonel de France et il est un des « Cinq de la Résistance ».

Ces cinq-là sont célèbres dans le Mouvement des Prisonniers. Dès le début, ils ont pris la tête et ils ont dit : « Non » à l'envahisseur. Ils ont déjoué toutes les Gestapo et toutes les Milices et ils ont gagné la partie magnifique de la Libération. Patrice a commandé le Vercors et le Dauphiné, il a organisé les parachutages sous la neige et sur les glaciers, groupé les bonnes volontés éparses et tissé patiemment le drapeau tricolore qui a fini par couvrir la France et qui s'est déployé sur le pays ébloui du 19 au 25 août dernier.

En mars 44, il prend le commandement des forces de la région parisienne et, groupant tous ses hommes, il organise l'insurrection avec son adjoint, le commandant Rodin, un grand garçon calme qui, par deux fois, a échappé à la Gestapo alors qu'il était déjà entre ses mains.

Le plus beau fait d'armes du Mouvement national des Prisonniers, celui dont Patrice est légitimement le plus fier, c'est d'avoir ranimé en pleine bataille, sous le feu des chars allemands, la flamme du Soldat Inconnu et d'avoir monté la garde sous l'Arc de Triomphe pendant que crachaient les mitrailleuses lourdes. C'est ce geste symbolique de ceux qui ont, plus que les autres, souffert, qui restera leur plus beau titre de gloire.

Des héros de légende

Un tel colonel est entouré des hommes qu'il mérite. Le plus célèbre, c'est Napoléon.

Napoléon n'est pas un sobriquet, un surnom ambitieux, c'est véritablement le prénom du chef des F.F.I. de Courbevoie, mais ce prénom n'est pas usurpé et celui qui le porte est digne de son poids et de son prestige. Sergent pilote pendant la guerre, il compte cinq victoires aériennes. L'armistice venu, il s'occupe de la Résistance, installe des postes émetteurs clandestins avec son camarade Lelay et monte un corps franc dont les exploits ressortent de l'épopée.

(Suite en deuxième page)